

**Arrêté municipal P2024\_232**

portant alignement de la voirie - parcelles cadastrées section I numéros 277, 382 et 383 - à proximité du lieu-dit La Chênelière - chemin rural de La Chênelière à La Pugle

**Monsieur le Maire de la commune de VALLONS-DE-L'ERDRE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-21,

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, notamment l'article L.3111-1,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment dans ses articles L.112-1 à L.112-8,

**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment son article L112-1,

**Vu** l'arrêté municipal numéro P2020/180 en date du 22 juin 2020 portant délégation de fonction au pôle aménagement du territoire et délégation de signature à Monsieur Luc LÉPICIER, 2<sup>ème</sup> adjoint,

**Considérant** la demande présentée le 28 mars 2024 par Maître Élisabeth BRÉHELIN, notaire à CANDÉ, relative à la vente des consorts LEGAULT / MATTHEW, en vue d'une demande d'arrêté d'alignement des parcelles cadastrées section I numéros 277, 382 et 383, situées à proximité du lieu-dit La Chênelière, chemin rural de La Chênelière à La Pugle,

**Considérant** le constat de faits de la limite, par vue satellite éditée en date du 02 avril 2024, entre le domaine public et privé,

**ARRÊTE**

**Article 1** L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété des bénéficiaires est défini conformément à la vue satellite jointe au présent arrêté (limite haie de campagne/arbres actuels).

**Article 2** Les droits de tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3** Le présent arrêté ne dispense pas les bénéficiaires de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, les bénéficiaires devront présenter une demande spécifique à cette fin. En toutes circonstances et conformément aux dispositions de l'article L.112-1 du Code de la Construction et de l'Habitation susvisé, il lui est interdit d'élever en bordure de la voie communale toute construction ou installation non conforme à l'alignement.

**Article 4** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'un an à compter du jour de sa délivrance dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. À défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**Article 5** Le présent arrêté devra être respecté dans son contenu sous peine de poursuite pour contravention de voirie en application de l'article R116-2 du Code de la Voirie Routière.

**Article 6** Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune de VALLONS-DE-L'ERDRE.

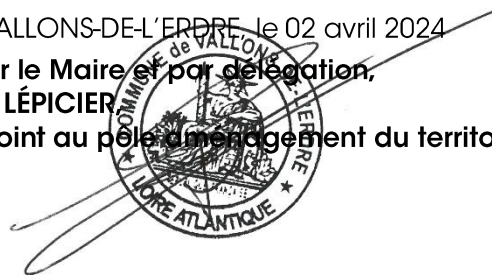
**Article 7** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

À VALLONS-DE-L'ERDRE, le 02 avril 2024

Pour le Maire et par délégation,

Luc LÉPICIER

Adjoint au pôle aménagement du territoire



**Plan de situation :**

